



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

---

#### **Audit et travaux de mise aux normes du câblage informatique sur les sites de VNF**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Lundi 02 mars 2026 à 17:00**













#### **VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

175 rue Ludovic Boutleux

CS 30820

62408 BETHUNE

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

|   |                                     |  |
|---|-------------------------------------|--|
|    | <b>Objet</b>                        | Audit et travaux de mise aux normes du câblage informatique sur les sites de VNF |
|    | <b>Mode de passation</b>            | Procédure adaptée ouverte  |
|    | <b>Type de contrat</b>              | Accord-cadre   |
|    | <b>Délai de validité des offres</b> | 180 jours  |
|    | <b>Forme de groupement</b>          | Groupement conjoint avec mandataire solidaire                                    |
|    | <b>Variantes</b>                    | Avec (facultative)   |
|    | <b>PSE</b>                          | Sans   |
|    | <b>Clauses sociales</b>             | Avec   |
|    | <b>Clauses environnementales</b>    | Avec   |
|   | <b>Durée / Délai</b>                | 4 ans (1 an reconductible 3 fois)  |
|  | <b>Négociation</b>                  | Avec (facultatif)  |
|  | <b>Visite sur site</b>              | Sans   |

## SOMMAIRE

|   |    |
|---|----|
| 1 - Objet et étendue de la consultation.....  | 4  |
| 1.1 - Objet .....   | 4  |
| 1.2 - Mode de passation .....   | 4  |
| 1.3 - Type et forme de contrat.....   | 4  |
| 1.4 - Décomposition de la consultation.....   | 4  |
| 1.5 - Nomenclature.....   | 4  |
| 1.6 - Réalisation de prestations similaires.....  | 5  |
| 2 - Conditions de la consultation .....   | 5  |
| 2.1 - Délai de validité des offres .....  | 5  |
| 2.2 - Forme juridique du groupement .....   | 5  |
| 2.3 - Variantes.....  | 5  |
| 2.4 - Développement durable.....  | 6  |
| 3 - Conditions relatives au contrat .....   | 6  |
| 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....   | 6  |
| 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....                                    | 6  |
| 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....  | 6  |
| 5 - Contenu du dossier de consultation .....  | 7  |
| 6 - Présentation des candidatures et des offres .....   | 7  |
| 6.1 - Documents à produire au titre de la candidature .....   | 7  |
| 6.3 - Présentation des variantes.....   | 9  |
| 6.4 - Usage de matériaux de type nouveau .....  | 9  |
| 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....  | 10 |
| 7.1 - Transmission électronique.....  | 10 |
| 7.2 - Transmission sous support papier.....   | 10 |
| 8 - Examen des candidatures et des offres .....   | 11 |
| 8.1 - Sélection des candidatures.....   | 11 |
| 8.2 - Attribution des accords-cadres .....  | 11 |
| 8.3 - Négociation.....  | 12 |
| 8.4 – Suite à donner à la consultation .....  | 12 |
| 9 - Renseignements complémentaires.....   | 12 |
| 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....  | 12 |
| 9.2 - Procédures de recours.....  | 12 |
| 9.3 - Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre ..... | 13 |

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Audit et travaux de mise aux normes du câblage informatique sur les sites de VNF

La description détaillée des prestations attendues est précisée au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Lieux d'exécution :

Le titulaire exécute les travaux objet de l'accord-cadre sur les différents sites de VNF, administratifs ou industriels, et sur le territoire de toutes les directions territoriales de VNF.

Les réunions se dérouleront dans les locaux du siège de VNF à Béthune ou dans ceux de l'antenne du siège située 156 rue du Faubourg St Denis à Paris, ou dans les locaux du titulaire après accord de VNF, ou en visioconférence.

Certaines prestations (ex: rédaction de rapports, comptes rendus, préparation de réunions ...) pourront être effectuées dans les locaux du titulaire, après accord de VNF.

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Les prestations sont mises en œuvre dans les limites suivantes pour toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises, soit 4 ans :

| Montant minimum euros HT | Montant maximum euros HT |
|--------------------------|--------------------------|
| Aucun                    | 2 300 000 €              |

Des quantités estimatives sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Le DQE n'a pas valeur contractuelle, il est à compléter par le candidat et servira à l'analyse du critère prix. Le DQE est établi avec des quantités estimatives sur la durée du marché public.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code principal | Description                          |
|----------------|--------------------------------------|
| 45314320-0     | Installation de câblage informatique |

Le code nomenclature interne est le suivant :

| Code nomenclature | Libellé                               |
|-------------------|---------------------------------------|
| 37.03.06          | Petits travaux d'entretien électrique |

## 1.6 - Réalisation de prestations similaires

L'accord-cadre pourra faire l'objet de modifications en application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Marché pour la réalisation de prestations similaires :

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre passé après mise en concurrence.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

#### 2.2.1. Co-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, la forme du groupement après attribution peut être imposée par le pouvoir adjudicateur, si cette transformation est nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en **agissant** à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

#### 2.2.2. Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent dossier de consultation.

#### 2.2.3. Interdictions de soumissionner

Pourront être exclues de la procédure de passation du présent marché, les personnes se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique.

### 2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes qui doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes :

L'offre variante facultative concerne le type de câblage proposé : le candidat doit proposer des câbles faits à partir de matières recyclées (Minimum de 20 % de matières recyclées).

Cela concerne les lignes du BPU relatives aux câbles : cordons de brassage (lignes 13.11 à 13.16), jarretières optiques (lignes 13.17 à 13.122), fibre multimode et monomode (lignes 13.129 et 13.130), câbles 3G2, RJ45 et fibre (lignes 13.139 à 13.143). Le candidats propose dans son offre variante des produits

recyclés pour plusieurs ou toutes les références listées ci-dessus. Les autres lignes du BPU ne doivent pas être modifiées. Le candidat doit remettre les fiches techniques des produits proposés en variante.

Le BPU est inclus dans le dossier de consultation : le candidat souhaitant remettre une offre variante doit impérativement remettre un BPU variante intégralement complété, ainsi que les fiches techniques correspondant aux câbles proposés.



**La réponse à la solution de base est obligatoire. En cas d'offre variante, le candidat complète par conséquent un BPU pour l'offre de base et un BPU pour l'offre variante.**

## **2.4 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## **3 - Conditions relatives au contrat**

### **4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### **4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### **4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations. Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du dossier de consultation qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe,
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)\*
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)\*
- Les formulaires administratifs DC1, DC2, DC4 et leur notice explicative.

\*Le BPU et le DQE sont regroupés au sein d'un même fichier Excel contenant un premier onglet « BPU » et un second onglet « DQE ».

Il est remis gratuitement à chaque candidat sur le profil d'acheteur VNF (plateforme de dématérialisation des achats de l'État PLACE) à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire au titre de la candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner   | Oui       |
| Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société | Non       |

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | Non       |

|  |     |
|--|-----|
| Preuve d'une assurance pour les risques professionnels | Non |
|--|-----|

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années   | Non       |
| Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin) | Non       |

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| Les certificats, les qualifications professionnelles et d'assurance qualité de courants faibles | Non       |

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

## 6.2 - Documents à produire au titre de l'offre

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| L'Acte d'Engagement (Offre de base) de l'accord cadre, complété, daté et signé, et ses annexes.<br>Le nom de la personne physique ayant qualité pour représenter l'opérateur économique vis-à-vis de VNF pour l'exécution du marché est indiqué dans l'acte d'engagement, celle-ci doit être habilitée à engager l'entreprise et fournir les pouvoirs et les délégations lui permettant d'agir à cet effet. | Oui       |

| Libellés  | Signature |
|---|-----------|
| <p>L'Acte d'Engagement (Offre variante) de l'accord cadre, complété, daté et signé, et ses annexes, <b>le cas échéant</b>.<br/>Le nom de la personne physique ayant qualité pour représenter l'opérateur économique vis-à-vis de VNF pour l'exécution du marché est indiqué dans l'acte d'engagement, celle-ci doit être habilitée à engager l'entreprise et fournir les pouvoirs et les délégations lui permettant d'agir à cet effet.</p>   | Oui       |
| <p>Le bordereau des prix unitaires (BPU) (Offre de base), à remettre en version Excel et pas en .pdf. Le document est non modifiable et doit être rempli en intégralité.</p>  | Non       |
| <p>Le bordereau des prix unitaires (BPU) (Offre variante), à remettre en version Excel et pas en .pdf, <b>le cas échéant</b>. Le document est non modifiable et doit être rempli en intégralité.</p>  | Non       |
| <p>Le détail quantitatif estimatif (DQE) (Offre de base), pièce non contractuelle destinée à l'appréciation du critère prix des offres, à remettre en version Excel et pas en .pdf. Le document est non modifiable et est automatiquement rempli une fois le BPU complété.</p>  | Non       |
| <p>Le détail quantitatif estimatif (DQE) (Offre variante), pièce non contractuelle destinée à l'appréciation du critère prix des offres, à remettre en version Excel et pas en .pdf, <b>le cas échéant</b>. Le document est non modifiable et est automatiquement rempli une fois le BPU complété.</p>  | Non       |
| <p>Le mémoire technique détaillant les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, accompagné des fiches techniques des matériels proposés.</p> <p>Le candidat précisera dans son offre le détail de ses propositions pour l'organisation des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologie employée et gestion de projet,</li> <li>• Procédures d'intervention,</li> <li>• Ensemble des pré requis,</li> <li>• Limites exactes des prestations,</li> <li>• Rôle et actions attendues de la part de VNF,</li> <li>• Travail en milieu occupé.</li> </ul> <p>Le candidat fournira dans sa réponse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La méthode de communication et d'échange entre ses équipes et VNF,</li> <li>• La charge de travail en jours/homme nécessaire.</li> </ul> <p>Le candidat détaillera les ressources humaines mises à disposition de VNF dans le cadre de ce projet.</p> | Non       |

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

### 6.3 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variantes " comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante qu'ils proposent. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

### 6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition : ..... pendant le délai de .... ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : ..... "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point de l'accord-cadre.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Les plis peuvent être doublés d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, selon les modalités prévues en annexe n°1 au présent règlement de consultation. Celle-ci sera ouverte si les conditions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande renvoyant à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde sont bien remplies.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats sont invités à signer l'acte d'engagement (AE) remis dans leur offre, cependant la signature de l'acte d'engagement au stade de l'offre est facultative. Une signature scannée, l'absence de signature électronique ou de signature manuscrite scannée de l'AE ou l'absence de fourniture des pouvoirs et/ou délégations de signature, ne rendent donc pas l'offre du candidat irrégulière. Le cas échéant, il sera demandé à l'attributaire au stade de l'attribution de signer l'Acte d'Engagement avec une signature électronique ou une signature manuscrite originale, et de fournir les pouvoirs et/ou délégations des personnes habilitées à l'engager.

Il est précisé que l'Acte d'engagement ne doit pas être verrouillé lors de la signature électronique par le candidat.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

### 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| Critères  | Pondération |
|---|-------------|
| 1-Valeur technique, apprécié sur la base du mémoire technique remis par le candidat   | 50.0 %      |
| <i>1.1-La méthodologie du candidat et les mesures prises par celui-ci pour la préparation d'un chantier (Repérage - Collecte de données – Conception détaillée)</i>   | 25.0 %      |
| <i>1.2-Les moyens techniques et humains mis en œuvre pour la réalisation des travaux (Gestion de projet et coordination - Logistique et moyens matériels)</i>   | 35.0 %      |
| <i>1.3-La méthodologie pour la livraison de la prestation et des travaux (Équipements utilisées pour effectuer les Tests et recettes - Dossier des ouvrages exécutées - Cahier de recette)</i>  | 25.0 %      |
| <i>1.4-Les performances du système de câblage cuivre et optique</i>   | 15.0 %      |
| 2-Prix des prestations<br>Ce critère, noté sur 100 points, sera apprécié par rapport à l'offre la moins-disante, au regard du montant total TTC indiqué dans le détail quantitatif estimatif des prix complétés par les candidats.<br>Les montants seront comparés par application du calcul suivant :<br>$\text{Note} = 100 \times (\text{MOMD} / \text{MOJ})$<br>Dans laquelle :<br>MOMD : Montant de l'offre la moins disante.<br>MOJ : Montant de l'offre jugée.<br>Les résultats des notes seront arrondis à 2 chiffres après la virgule.  | 40.0 %      |
| 3-Valeur environnementale, apprécié sur la base des mesures mises en place par le candidat pour diminuer les déchets et l'empreinte carbone de ses chantiers.<br><br>À ce titre, le candidat doit s'engager sur un taux annuel minimal de reconditionnement et de recyclage des câbles déposés, taux qui sera vérifié lors de l'exécution de l'accord-cadre, bordereaux à l'appui.<br>Le type de câble proposé sera également analysé sur la base de ce critère.<br>Le candidat détaillera également toutes les mesures liées à la diminution de l'empreinte carbone des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. | 10.0 %      |

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.  
Les critères sont notés sur 100.  
Les sous-critères sont notés sur 100.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaire.

Le candidat ne pourra se prévaloir d'erreurs non décelées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### **8.3 - Négociation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les 3 candidats sélectionnés. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation aura lieu en présentiel dans les locaux du siège de VNF, à Paris ou à Béthune, ou en visioconférence.

### **8.4 – Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :  
Tribunal Administratif de Lille  
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire  
CS 62039  
59014 LILLE CEDEX

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :  
Tribunal Administratif de Lille  
5 Rue Geoffroy Saint-Hilaire  
CS 62039  
59014 LILLE CEDEX

Tél : +33 320631300  
Télécopie : +33 320306840  
Courriel : [greffe.ta-lille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lille@juradm.fr)

### **9.3 - Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre**

Le candidat dont l'offre a été retenue ne peut être titulaire de l'accord-cadre que s'il produit les certificats et attestations prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique.

À ce titre, le pouvoir adjudicateur acceptera comme justificatifs et moyens de preuve suffisants des informations figurant dans la candidature :

- Une déclaration sur l'honneur établissant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique ;
- Les certificats de régularité émanant des administrations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
- En cas de redressement judiciaire, copie du ou des jugement(s) prononcé(s).



**Si le candidat dont l'offre a été retenue ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre pourra être rejetée.**

# ANNEXE N°1 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## MODALITÉS PRATIQUES DE TRANSMISSION DES OFFRES AU FORMAT ÉLECTRONIQUE

### **Article 1 – Mode de transmission**

#### **1.1. Généralités**

##### Date limite de remise des offres

**Les candidats transmettront leur offre impérativement au plus tard à la date et l'heure limites figurant sur la page de garde du présent document.**

##### Modalité de transmission

Pour transmettre leur pli par voie électronique, via la plate-forme des marchés de VNF, les opérateurs économiques devront s'inscrire sur la plate-forme de gestion des marchés publics de VNF PLACE accessible à l'adresse : <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si le candidat transmet son offre avec signature électronique de l'Acte d'engagement (non obligatoire), il doit en outre être titulaire d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du soumissionnaire.

#### **1.2. Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire**

En application de la réglementation en vigueur :

- [Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#)

- règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32014R0910&from=FR>,

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) Au certificat de signature électronique conforme aux exigences du règlement susvisé, relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.
- 2) À l'outil de signature utilisé, devant produire des jetons de signature <sup>1</sup> conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

1<sup>er</sup> cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2<sup>ème</sup> cas : Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé (eIDAS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

##### Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- 1) La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...)

---

<sup>1</sup> Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé)

- 2) Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- 3) L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

### 1.3. Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

1<sup>er</sup> cas : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information

Le pouvoir adjudicateur se réserve néanmoins la possibilité de demander au candidat des informations visant à la vérification de ce certificat de signature.

2<sup>ème</sup> cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

## **Article 2 – Formalisme de la candidature**

### **2.1. Généralités**

Les opérateurs économiques doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis.

Le fichier contient les documents demandés au présent règlement de la consultation.

Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

- Format Word (".doc" ou ".docx") (version Word 97 et postérieures) ;
- Format Acrobat (".pdf") (version Acrobat 5 et postérieures) ;
- Format Excel (".xls" ou ".xlsx") (version Excel 97 et postérieures) ;

Ces fichiers seront nommés "nom\_fichier.ext" où :

- "nom\_fichier" correspond au nom du document
- ".ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site <https://marches-publics.gouv.fr> et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

### **2.2. Copie de sauvegarde**

Conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cédérom, DVD Rom, clé USB) ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde, Accord-cadre n°2611002 – Audit et travaux de mise aux normes du câblage informatique sur les sites de VNF ».

Cette enveloppe contiendra les pièces demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé au siège de VNF, à Béthune, au plus tard à la date et l'heure limite de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement de la consultation. Les heures d'ouverture des bureaux sont les suivantes : de 9h00 à 18h00. Si elles sont envoyées par la poste ou par tout moyen permettant de donner une date certaine, parvenir à l'adresse ci-dessous au plus tard à la date et heure limites de remise des plis fixées en page de garde du présent règlement.

**Voies navigables de France - Division des achats**

**175, rue Ludovic Boutleux CS 30820**

**62408 Béthune cedex**

**Copie de Sauvegarde**

**« PLI A NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER »**

**Accord-cadre n°2611I002 – Audit et travaux de mise aux normes du câblage informatique sur les sites de VNF**

Les candidats transmettront leur offre impérativement au plus tard à la date et l'heure limites. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à VNF.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les dossiers qui seraient remis, ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées ci-avant, seront considérés hors délais et ne seront pas retenus.

Pour tout complément d'information ou toute difficulté relative à l'utilisation de la plateforme de dématérialisation, le candidat est invité à contacter le service « Support en ligne » PLACE. Le support téléphonique PLACE (01 53 18 90 00) peut être contacté si le candidat dispose d'un numéro de ticket correspondant à une demande d'assistance créée.